SÉNAT

Session ordinaire de 1918.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 48^e SÉANCE

Séance du mardi 22 octobre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Demande de congé.
3. — Salut aux régions libérées. — Discours de M. Antonin Dubost, président du Sénat, et de M. Stephen Pichon, ministre des affaires étrangères.
MM. Hayez, Boudenoot, Bersez, Monfeuillart et Debierre.
4. — Adoption d'une motion de MM. Hayez, Paul Bersez et plusieurs de leurs collègues.
5. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boudenoot et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission de vingt-sept membres chargée d'examiner tous les projets et propositions de loi relatifs aux questions minières. — Vote sur l'urgence remis à la fin de la séance.
6. — Dépôt par M. Klotz, ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés portant renouvellement du privilège de la banque de l'Algérie et approuvant la modification des statuts de cette banque. — Renvoi à la commission des finances. — N° 389.
Dépôt par M. Klotz, ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. — Renvoi à la commission des finances. — N° 390.
Dépôt, par M. Klotz, ministre des finances, au nom de M. le ministre de la marine, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3^e classe relatif à l'admission pendant la guerre des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif. — Renvoi à la commission des finances. — N° 400.
7. Dépôt, par M. Albert Gérard, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'affectation d'un crédit pour la part contributive de l'Etat dans l'établissement d'un avant-projet de travaux pour l'amélioration de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen. — N° 391.
Dépôt, par M. Maurice Colin, d'un rapport, sur la proposition de loi de M. Jénouvrier ayant pour objet de modifier l'article 19 du code civil (conditions de la femme française qui épouse une étrangère). — N° 392.
Dépôt, par M. Boivin-Champeaux, d'un rapport, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, le régime des reprises de dot. — N° 393.
Dépôt, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1918, en vue des opérations concernant : 1^o les réquisitions civiles prévues par la loi du 3 août 1917 ; 2^o les acquisitions relatives à la chaussure nationale. — N° 395.
Dépôt, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à étendre aux comptables de matières des établissements publics les avantages du cautionnement mutuel. — N° 396.
Dépôt, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. — N° 394.
Dépôt par M. Victor Lourties d'un rapport,

au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 21 mars 1918, fixant les infractions relatives à la vente, à la circulation, à l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi que la circulation des véhicules automobiles. — N° 397.

Dépôt par M. Catalogne d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage. — N° 398.

Dépôt par M. Guillier d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession. — N° 399.

8. — Demande d'interpellation de M. Henri Michel sur l'organisation de la pêche en France et la reconstitution et le développement de la marine marchande.

Sur la date de la discussion : M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et de la marine marchande.

Jonction à l'interpellation de M. Jénouvrier, déposée le 15 octobre, sur le non-paiement aux familles des matelets montant des navires réquisitionnés, des délégations de solde à elles consenties.

Fixation de la discussion des interpellations au vendredi 15 novembre.

9. — Tirage au sort des bureaux.

10. — 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

11. — Adoption des conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat.

12. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant et complétant la loi du 25 mars 1914 relative à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres, en ce qui concerne le recrutement des ingénieurs pendant les hostilités et la création de cadres de complément.

Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : MM. Cazeneuve, rapporteur, et Loucheur, ministre de l'armement et des fabrications de guerre.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

13. — Ajournement de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter la loi du 21 juin 1898 sur le code rural (livre III, titre 1^{er}, chap. II, sections 2 et 3 : Police sanitaire des animaux, etc.).

14. — Déclaration de l'urgence sur la proposition de M. Boudenoot et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission de 27 membres, chargée d'examiner tous les projets et propositions de loi relatifs aux questions minières. — Renvoi aux bureaux. — n° 401.

Suspension et reprise de la séance.

15. — Résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. — M. Lhopiteau élu.

16. — Règlement de l'ordre du jour : MM. Boudenoot, Savary, Paul Doumer, Cazeneuve.

17. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au jeudi 24 octobre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Lucien Hubert, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 15 octobre.

Le procès-verbal est adopté.

2. — DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. Jean Morel s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et demande un congé de quelques jours pour raison de santé.

La demande est renvoyée à la commission des congés.

3. — SALUT AUX RÉGIONS LIBÉRÉES

M. le président. Mes chers collègues, jour par jour, victoire par victoire, ville par ville, la patrie se libère de l'invasion, se nettoie de l'immonde souillure, dernière invasion, dernière souillure de son sol sacré! (*Très bien! et applaudissements.*)

Lille, Douai, Roubaix, Tourcoing, Laon, Saint-Quentin, salut à votre retour, actives ouvrières, puissants travailleurs de la France! Nous ne sentions plus le souffle ardent de vos forges, nous n'entendions plus l'infatigable mouvement de vos métiers, nous ne moissonnions plus vos plaines riches de votre labeur autant que de la nature et nous nous en sentions bien diminués! (*Très bien!*)

Salut à vous, foules misérables de martyrs et d'esclaves, troupeaux sublimes de vieillards, de femmes et d'enfants qui cherchez aujourd'hui la poussière de vos foyers et la trace de vos villages! (*Vifs applaudissements!*) Demain, salut à vous, Metz et Strasbourg, nos filles les plus douloureuses et les plus longtemps attendues! (*Nouveaux applaudissements.*)

Mes chers collègues, permettez-moi l'émotion d'un souvenir personnel. J'ai assez vécu pour avoir assisté au spectacle de nos défaites, il y a quarante-huit ans, et pour saluer maintenant cette justice immanente qu'annonçait Gambetta (*Applaudissements.*). Mais le succès ne me fait pas oublier ceux qui sont morts vaincus et désespérés! C'est en leur nom que je vous demande de faire rendre à la victoire toute sa force de châtiement et de réparation (*Très bien! et vifs applaudissements.*), en même temps que toute sa vertu de justice définitive! (*Applaudissements prolongés.*)

M. Stephen Pichon, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. le ministre. Le Gouvernement s'associe aux nobles paroles qui viennent d'être prononcées par M. le président du Sénat.

La libération de nos cités, reprises à l'ennemi après une occupation de quatre années qui ont été quatre années de martyre et d'esclavage, est le point de départ de la libération totale et sûre de notre pays. (*Vive approbation.*)

Avant peu de temps, la France aura recouvert tout son territoire. Il lui sera rendu couvert de ruines, pillé, dévasté, saccagé, ensanglanté. Les malheureuses populations qui ont survécu aux douleurs et aux supplices de l'invasion allemande seront les témoins irrécusables des crimes dont un ennemi sans foi, ni loi, s'est rendu coupable...

M. Couyba Et qu'il ne pourra pas nier...

M le ministre ... et qu'il répudie aujourd'hui cyniquement dans sa défaite pour essayer de se soustraire à leur expiation. (*Applaudissements.*)

M. Jénouvrier. Juste expiation!

M. le ministre. Elles diront ce qu'elles ont subi en gardant au fond de l'âme, plus vivant et plus ardent que jamais, l'amour de la patrie, qui leur était d'autant plus sacrée qu'elles la sentaient menacée du plus grand danger.

Elles diront qu'elles n'ont jamais douté de sa victoire, même aux heures des pires angoisses, et qu'elles ne regrettent pas d'avoir été martyrisées pour elle puisqu'elles la retrouvent plus grande, plus forte et plus glorieuse qu'au moment où elles ont été séparées d'elles par le malheur. (*Très bien!*)

Elles attendront en toute certitude les réparations qui leur sont dues, les restitutions auxquelles sera condamné l'ennemi qui avait rêvé de nouvelles conquêtes, les garanties qui seront exigées de lui en exécution d'une parole à laquelle il a prouvé qu'on ne pouvait croire, la paix de justice qui doit restaurer le droit et l'organiser dans le monde entier.

Gloire, messieurs, à ces populations qui sont aujourd'hui pour nous les plus chères de toutes les populations françaises! Elles ont mérité par leur fidélité et leurs souffrances une place à part dans notre cœur. (*Applaudissements.*)

Gloire aussi aux populations de la Belgique qui, renouvelant les immortelles traditions de leur race, ont donné, sous la domination étrangère déifiée par elles pour ne pas forfaire à l'honneur, l'exemple des plus hautes vertus civiques! (*Nouveaux applaudissements.*)

Nous nous rapprochons du terme des sacrifices qui nous ont été imposés par une agression sauvage, dont les auteurs cherchent en vain à rejeter, par des balbutiements de mensonges, la responsabilité qui les accable.

MM. Couyba et Jénouvrier. Ils l'assumeront tout de même!

M. le ministre. Une fois de plus, la haute sagesse du président Wilson saura déjouer tous ces calculs. (*Applaudissements.*)

Ce sera bientôt la France entière qui glorifiera, dans la personne de ses soldats et de leurs chefs, des soldats et des chefs alliés, les libérateurs de son sol, les restaurateurs de son unité détruite par la violence, les artisans impérissables d'une œuvre sans égale dans l'histoire de l'humanité.

Elle fera, dans cette glorification, la part qui revient aux représentants de la nation qui, par leur action vigoureuse et circonspecte, leur contrôle scrupuleux et incessant, ont donné au Gouvernement l'autorité nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche et fournir à ceux qui nous conduisent intrépidement à la victoire tous les moyens de l'assurer. (*Applaudissements unanimes et répétés.*)

M. Dominique Delahaye. Merci aux guerriers et gloire à Dieu!

M. le président. La parole est à M. Hayez.

M. Hayez. Mes chers collègues, à mon retour des pays récemment délivrés, j'ai éprouvé, en entendant les discours de M. le président du Sénat et de M. le ministre des affaires étrangères, l'émotion la plus profonde. Je reviens de voir, d'embrasser — permettez-moi de le dire — ces malheureuses populations qui, pendant quatre années, ont subi le joug le plus dur, le plus violent, le plus barbare que l'humanité ait jamais connu. (*Très bien! très bien!*)

Elles nous ont accueillis aux cris de: « Vive la France! », « Vive la République! », « Vive l'armée! ». Elles ont porté en triomphe le chef du Gouvernement, qui l'a bien mérité. (*Applaudissements.*) Les femmes nous tendaient leurs enfants; elles se précipitaient vers M. le président du conseil, en lui baisant les mains...

M. Dominique Delahaye. Il l'avait bien mérité!

M. Hayez. Je n'ai jamais vu de scènes plus émouvantes. A la mairie d'Haubourdin, notre collègue Potié, maire de cette com-

mune, et moi avons été reçus, à notre arrivée, au milieu des décombres d'une partie de la ville, qui a été démolie surtout par les obus allemands. Nous avons été portés en triomphe au son de la *Marseillaise*, chantée par toute la population. Et dans toutes les mairies, les habitants, après nous avoir dit leur amour pour la France, nous ont témoigné leur désir d'avoir des nouvelles de leurs enfants qui sont aux armées. (*Mouvements divers.*) Il suffit, j'en suis sûr, de signaler ce vœu au Gouvernement; je ne doute pas qu'il en tienne compte. (*Très bien!*)

Nos concitoyens nous ont également exprimé leur désir de voir promulguer au plus tôt la loi sur la réparation des dommages de guerre; ils s'étonnent, je ne le dissimulerai pas, de la lenteur qu'on a mise à la voter. (*Très bien!*)

M. Couyba. C'est une loi essentielle.

M. Hayez. Et puis, tous nous ont dit: « Surtout, n'abandonnez pas la guerre! Il faut que les générations prochaines en soient préservées. » (*Très bien! et applaudissements.*)

De Lille, Roubaix, Tourcoing, heureusement sauvées en partie, je dis en partie, car les usines ont été vidées et il reste les ruines causées par les bombardements de 1914, mais heureusement sauvées grâce au départ précipité de l'ennemi, nous avons passé dans des régions plus dévastées. A Lens, que pourtant je connais depuis mon enfance, j'ai dû demander à un officier où je me trouvais: « Cet amas de débris, m'a-t-il répondu, c'est Lens. » Il n'y reste pas, messieurs, deux briques assemblées. (*Mouvements divers.*)

Nous sommes enfin arrivés à Douai. Ecoutez bien ceci, mes chers collègues, car dans sa réponse d'aujourd'hui au président Wilson, l'Allemagne nie avoir commandé des dévastations et des mises à sac. Eh bien, dans cette ville où je suis né, où j'ai vécu, que j'ai l'honneur de représenter, qui n'avait pas subi les horreurs de la bataille, toutes les portes étaient ouvertes, toutes les habitations avaient été pillées et dévastées. La population avait été évacuée et dirigée à pied vers Valenciennes et vers la Belgique. De vieilles femmes, âgées de soixante-dix et quatre-vingts ans avaient dû faire à pied les 30 kilomètres au moins qui séparent Douai de Valenciennes. Beaucoup sont tombées sur la route. Elles avaient laissé derrière elles leurs habitations avec leurs meubles, avec leur richesse. Les Allemands ont tout emporté, sauf les objets sans valeur. L'arsenal était détruit, cela peut se concevoir, puisque c'est un établissement militaire. Mais dans les divers quartiers de la ville, des maisons particulières avaient flambé; quelques-unes sautaient encore au moment de notre passage, sous l'effet de bombes à retardement.

M. Dominique Delahaye. Il faut faire subir le même sort à Essen!

M. Hayez. Dans une maison on a trouvé une affiche de la kommandantur — ce document sera remis au Gouvernement — où on lisait: « Ne pillez pas individuellement; nous organiserons l'enlèvement avant le départ. » (*Exclamations nombreuses.*)

Ainsi, destruction par l'incendie et par les mines, organisation du vol par l'administration militaire! De l'avis unanime des populations que nous avons retrouvées dans la région de Lille, il faut que la guerre soit poursuivie jusqu'au châtiement de ceux qui sont responsables de ces horreurs. (*Applaudissements.*)

En conséquence, nous avons remis à M. le président, au nom du groupe parlementaire des départements envahis, une

motion aux termes de laquelle le Sénat chargerait ses commissions des finances, de l'armée, de la marine et des affaires étrangères, de désigner des délégués chargés de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ.

Il est nécessaire, en effet, que la commission des affaires étrangères qui aura à suivre les négociations de paix, que la commission des finances qui aura à s'occuper des questions financières ainsi que les commissions d'ordre militaire soient exactement renseignées et puissent publier officiellement un rapport qui éclairera le Sénat, le pays et le monde entier. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Boudenoot.

M. Boudenoot. Je demande à ajouter quelques mots aux paroles émouvantes de mon collègue M. Hayez.

J'ai pu, ces jours-ci, aller visiter le bassin houiller du Pas-de-Calais; je l'ai parcouru dans sa presque totalité. Ce que j'ai vu est indescriptible. Quand on passe à Lens, ainsi que le disait M. Hayez, on ne voit plus la ville; en contemplant l'endroit où elle a été, on songe aux mots du poète antique: « *Campos ubi Troja fuit.* » Ce n'est plus qu'une mer de ruines. Quant au reste du bassin houiller, villes, villages, corons, puits de mines, usines voisines, tout a été détruit; et, pour une grande partie, on peut dire détruit systématiquement et sans raison militaire.

Une preuve entre tant d'autres me suffira: je suis arrivé hier matin, avec le représentant du Gouvernement, dans la ville extrême du département du Pas-de-Calais, à Carvin: j'y ai rencontré des habitants qui avaient été forcés de l'évacuer et poussés vers la Belgique le 3 octobre. Ils avaient pu, par un concours de circonstances extraordinaires, y rentrer il y a trois jours. Or, au début d'octobre, quand ils sont partis, l'armature extérieure des mines était encore debout. Quinze jours plus tard, à leur retour ils constataient que, pendant le temps où la ville avait été vide d'habitants, les troupes allemandes avaient fait sauter à la dynamite les installations extérieures des puits et tout ce qui n'avait pas été saccagé précédemment.

Les membres du Gouvernement, vous le savez, sont allés visiter hier le bassin houiller du Pas-de-Calais; la Chambre a décidé que sa commission des mines irait le visiter la semaine prochaine. Vous n'ignorez pas, d'autre part, le rôle considérable que le charbon a joué au cours de cette guerre, le rôle qu'il jouera encore jusqu'à la paix et qu'il continuera de jouer au point de vue industriel et économique après la guerre. Le Gouvernement qui se préoccupe, à juste titre, de toutes ces questions, a saisi la Chambre des députés, de nombreux projets relatifs au régime fiscal et légal des mines, à l'hygiène, aux salaires et aux retraites des ouvriers mineurs, etc.

Le Sénat a, lui aussi, les mêmes devoirs à remplir et les mêmes droits à exercer que la Chambre des députés. Il lui manque un organisme à cet effet, c'est une commission des mines. Aussi un grand nombre de mes collègues et moi avons-nous, au début de cette séance, déposé, entre les mains de M. le président, une proposition pour laquelle nous demandons l'urgence, et sur laquelle il sera statué à la fin de la séance, proposition tendant à nommer une commission des mines qui étudiera, de même que celle de la Chambre, d'une façon continue et complète, ces questions dont dépendent l'avenir et la prospérité de toutes nos industries et du pays tout entier. (*Vifs applaudissements.*)

M. Dominique Delahaye. Il faut que les mines allemandes remplacent les mines françaises ravagées !

M. le président. La parole est à M. Bersez.

M. Paul Bersez. Messieurs, le Sénat permettra à l'ancien maire de Cambrai, à celui qui a rempli ces fonctions pendant quinze ans, de s'associer de tout son cœur, aux paroles éloquentes qui viennent d'être prononcées par M. le président du Sénat, par M. le ministre des affaires étrangères et par mes honorables collègues et amis.

La semaine dernière, j'ai eu la grande joie, mais aussi la douleur, de passer toute une journée à Cambrai. Pendant plus de vingt ans, nous avons travaillé à en faire une ville modèle, où rien ne manquait au point de vue des travaux, de l'hygiène, de l'assistance, de l'instruction, et nous avons eu la tristesse très grande de constater que rien n'existait plus. Sur la Place d'Armes, et dans un périmètre de 7 à 800 mètres, des bombes incendiaires ont anéanti toutes les maisons sans exception. De l'hôtel de ville, où tant d'années j'ai vécu, et sur les marches détruites duquel je recevais, il y a huit jours, M. le président du conseil et M. le maréchal Haig, il ne reste que le mur de façade et le campanile.

Partout ailleurs, dans la ville, toutes les maisons sont touchées : on peut dire que dans toutes sans exception il ne reste pas une chaise, un objet ; tout a été pillé, volé, expédié en Allemagne. Bien pis, messieurs : la population a été évacuée un mois plus tôt ; comme le disait tout à l'heure mon collègue Hayez, on a chassé, sur la grand' route, vers Valenciennes, les vieillards, les femmes, les enfants ; ils pouvaient emporter ce qu'ils pouvaient ; mais comment ? dans quelles conditions ? sur une brouette, dans une charrette de fortune. La plupart ont laissé sur les chemins ce qu'ils avaient pu emporter, et de Cambrai à Valenciennes, de nombreux vieillards et de nombreuses femmes ont succombé.

Monsieur le président, nous tenons, mes collègues et moi, à apporter une protestation énergique et indignée contre tous les procédés de l'Allemagne. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

Si nous n'avons que du respect, de l'affection pour la glorieuse capitale des Flandres, pour toutes nos chères cités meurtries récemment reconquises, pour toutes nos populations qui viennent d'être enfin libérées après avoir, pendant plus de quatre ans, supporté avec tant de courage et de sang-froid, tant de dignité et de fierté, un joug odieux ; si nous avons une admiration et une reconnaissance infinies pour toutes les troupes alliées — et notamment pour les troupes britanniques et françaises qui ont délivré nos malheureuses villes — nous avons aussi une profonde gratitude — et nous la crions — pour M. le président du conseil qui, en réalisant l'unité de commandement, a été l'initiateur et l'instigateur de nos victoires. (*Très bien ! très bien !*)

Mais nous éprouvons un sentiment tout autre — nous le disons bien haut — à l'égard de nos ennemis : nous souhaitons ardemment, de tout notre cœur, de toutes nos forces, qu'aucun armistice ne soit conclu, qu'aucune paix ne soit signée tant que les Allemands n'auront pas connu à leur tour les horreurs de l'invasion, tant qu'ils n'auront pas reçu le châtiement mérité de leurs crimes. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

En terminant, messieurs, je déclare m'associer aux motions qui viennent d'être déposées par nos collègues, MM. Hayez et Boudenoit. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. La parole est à M. Monfeuillart.

M. Monfeuillart. Je voudrais me joindre à mes collègues du Nord pour leur dire qu'il y a quelques jours, mes collègues de la Marne et moi, nous avons voulu aussi revoir notre pays au nord de la ville de Reims. Cette grande ville, nous l'avons parcourue, avec notre ami Chapuis qui s'était joint à nous, et nous l'avons retrouvée toute entière ruinée, saccagée : nous ne reconnaissons pas la ville que nous avions vue déjà endommagée il y a quelques mois.

Puis, nous avons voulu voir cette vallée de la Suippe, dernièrement délivrée par la 4^e armée de Gouraud. Là, nous attendait un spectacle plus pénible encore. Tout à l'heure, notre ami Hayez nous disait son bonheur d'avoir retrouvé ces populations du Nord, qui avaient eu raison de porter en triomphe M. le président du conseil. Nous, messieurs, dans plus de dix communes que nous avons parcourues successivement, nous n'avons pas rencontré âme qui vive. Un cimetière et des décombres, voilà ce que nous avons trouvé.

Messieurs, au nom de ces pays, au nom de nos compatriotes qu'on a renvoyés en Belgique depuis quinze ou dix-huit mois, de ceux qui sont encore absents, je veux me joindre à mes collègues pour réclamer la justice tout entière, pour demander le châtiement des coupables, pour exiger l'expiation jusqu'au bout. Car j'estime qu'aujourd'hui, après avoir vu ce que nous avons vu, nous avons le droit d'avoir la haine au cœur.

Ils se sont mis en dehors des lois d'humanité : il faut les combattre avec encore avec plus de fermeté, et, je dirai même plus de haine que nous ne pouvions en avoir jadis. (*Très bien ! très bien !*)

Je demande — et ici je m'associe aux représentants des populations de la Marne que nous verrons, j'espère, bientôt, dans un pays restauré — je demande au Parlement de voter la loi des dommages, que nos rapatriés réclament aussitôt qu'ils arrivent en France, et je me rallie à l'ordre du jour, ou plutôt à la proposition présentée par M. Hayez. Je termine en disant que, nous aussi, dans tous ces villages que nous avons parcourus, alors que nous rencontrions une personne ou deux, il n'y avait qu'un mot de remerciement pour le chef du Gouvernement, M. Clemenceau et pour l'armée qui nous a sauvés. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. Messieurs, hier, il a été donné à M. le Président de la République, à M. le président du Sénat et à M. le Président de la Chambre des députés, ainsi qu'aux ministres, aux parlementaires et à ceux qui les accompagnaient, de voir les ruines qui ont été amoncelées dans Lille par les Allemands, ruines de bombardement et ruines d'incendies, incendies causés volontairement, non pas pour défendre, dans le cours d'une bataille, la région située entre deux armées ennemies, mais incendies causés volontairement dans tout le quartier de la gare pour punir et détruire une partie de la ville. Les destructions sont considérables. Mais je veux parler de choses plus odieuses.

L'année dernière — c'est ce qui est resté gravé le plus profondément dans le cœur de nos populations, et je suis sûr que M. le président du Sénat en a eu l'écho hier à ses oreilles — l'année dernière, des milliers de jeunes filles ont été déportées et réduites à un véritable état d'esclavage. En cours de route la soldatesque allemande n'a pas hésité à les souiller.

M. Jénouvrier. C'est honteux.

M. Debierre. Cette année, il y a quinze jours, les Allemands, pour saisir le reste de la population mâle des villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, ont emmené en captivité tous les hommes qui restaient de l'âge de quinze ans à celui de soixante. L'ordre fut exécuté, mais heureusement une partie des captifs put échapper aux griffes des Allemands entre Lille et Tournai et hier, dans la grande cité flamande, nous avons le bonheur de les retrouver.

Ce que je puis affirmer, c'est qu'à Lille, Roubaix et Tourcoing, où il existe encore une population de plusieurs centaines de mille habitants, on ne voit plus que des femmes, des vieillards et des enfants. Toute la population mâle qui n'était pas soumise au régime militaire a été emmenée en captivité.

Ce ne sont pas encore là les lois de la guerre.

M. Jénouvrier. Au contraire.

M. Debierre. L'Allemand se conduit partout comme un sauvage, barbare et cruel. Il est cruel pour le plaisir de l'être.

Et au moment où il demande la paix — quelle ironie ! — il incendie nos villes et nos villages, il réduit en un ignoble esclavage les femmes et déporte les hommes qui ne sont pas en âge de combattre.

Dans une pareille situation, on ne conçoit pas qu'une nation demande la paix en continuant à commettre des atrocités aussi abominables. (*Vifs applaudissements.*) Le peuple allemand, tout entier solidaire des méfaits et crimes de la soldatesque germanique, doit être solidaire de toutes les réparations. (*Nouveaux et vifs applaudissements.*)

4. — ADOPTION D'UNE MOTION

M. le président. J'ai reçu de M. Hayez, Bersez et plusieurs de nos collègues, la motion suivante :

« Le Sénat charge ses commissions des finances, de l'armée, de la marine et des affaires étrangères, de désigner des délégués à l'effet de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ. »

S'il n'y a pas d'opposition, la motion est adoptée.

Voix nombreuses. A l'unanimité.

M. le président. La motion est renvoyée pour avis aux commissions intéressées. (*Adhésion.*)

5. — DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Boudenoit et de plusieurs de ses collègues une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission de vingt-sept membres chargée d'examiner tous les projets et propositions de loi, relatifs aux questions minières.

M. Boudenoit demande l'urgence en faveur de cette proposition.

Aux termes du règlement, l'urgence ne peut être prononcée qu'à la fin de la séance.

En conséquence, je consulterai le Sénat sur l'urgence, à la fin de la séance, avant la fixation de l'ordre du jour.

6. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. Klotz, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des

députés, portant renouvellement du privilège de la banque de l'Algérie et approuvant la modification des statuts de cette banque.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.
Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.
Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de la marine, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3^e classe et relatif à l'admission, pendant la guerre, des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des finances.
Il sera imprimé et distribué.

7. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Albert Gérard.

M. Albert Gérard. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'affectation d'un crédit pour la part contributive de l'Etat dans l'établissement d'un avant-projet de travaux pour l'amélioration de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Colin.

M. Maurice Colin. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Jénouvrier ayant pour objet de modifier l'article 19 du code civil (conditions de la femme française qui épouse un étranger).

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Boivin-Champeaux. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, le régime des reprises de dot.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1918, en vue des opérations concernant : 1^o les réquisitions civiles prévues par la loi du 3 août 1917 ; 2^o les acquisitions relatives à la chausserie nationale.

J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à étendre aux comptables de matières des établisse-

ments publics les avantages du cautionnement mutuel.

J'ai enfin l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

La parole est à M. Lourties.

M. Victor Lourties. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 21 mars 1918, fixant les infractions relatives à la vente, à la circulation, à l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi qu'à la circulation des véhicules automobiles.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Catalogne.

M. Catalogne. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Guillier.

M. Guillier. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

8. — DEMANDE D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. Michel une demande d'interpellation sur l'organisation de la pêche en France et sur la reconstruction et le développement de la marine marchande.

La parole est à M. le ministre du commerce sur la fixation de la date.

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des transports maritimes. Le Gouvernement est à la disposition du Sénat mais il serait très heureux de voir M. Michel joindre son interpellation à celle que M. Jénouvrier a déjà déposée il y a quelques jours.

M. Henri Michel. Je suis d'accord avec M. le ministre du commerce.

M. Jénouvrier. En ce qui concerne mon interpellation je suis d'accord avec M. le ministre du commerce pour la discuter le vendredi 15 novembre.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, la discussion des interpellations de M. Jénouvrier, et de M. Henri Michel, est fixée au 15 novembre (*Assentiment*).

Personne ne s'oppose à la jonction des deux interpellations?...

Il en est ainsi décidé.

9. — TIRAGE AU SORT DES BUREAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux.
(Il est procédé à cette opération.)

10. — DEUXIÈME TOUR DE SCRUTIN POUR LA NOMINATION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

M. le président. L'ordre du jour appelle le deuxième tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

Je prie MM. les scrutateurs désignés à la dernière séance de vouloir bien se charger du dépouillement du scrutin. M. Lucien Hubert, secrétaire, voudra bien présider le bureau de vote.

Le scrutin est ouvert, il sera fermé dans une demi-heure.

(Le scrutin, ouvert à quatre heures, est fermé à quatre heures et demie.)

11. — AUTORISATION DE POURSUIVRE UN MEMBRE DU SÉNAT

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat.

Si personne ne demande la parole, je donne lecture de la proposition de résolution que présente la commission :

« Le Sénat,

« Vu la demande adressée à la date du 7 septembre 1918 par M. le général Guillaumat, gouverneur militaire de Paris,

« Prononce pour les cas qui y sont prévus la suspension de l'immunité parlementaire en ce qui concerne M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse. »

Si personne ne demande la parole, je consulte le Sénat sur la proposition de résolution.

(Le Sénat a adopté.)

12. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LES INGÉNIEURS ET AGENTS DES POUDRES

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant et complétant la loi du 25 mars 1914 relative à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres, en ce qui concerne le recrutement des ingénieurs pendant les hostilités et la création de cadres de complément.

M. Loucheur, ministre de l'armement. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec la commission, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. Cazeneuve, rapporteur. Parfaitement.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par le Gouvernement, d'accord avec la commission.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Messieurs, la commission de l'armée, dans l'intérêt même des dispositions utiles demandées par le Gouvernement, dispositions qui réclament une application immédiate, vous propose d'adopter le texte de la Chambre. Toutefois, j'ai le devoir d'exprimer en son nom le regret que le projet du Gouvernement, tel qu'il avait été présenté, n'ait pas été adopté par la Chambre des députés sans modification.

Avant la loi du 25 mars 1914, l'école polytechnique fournissait le haut personnel du

corps des poudres et des salpêtres. De plus, des choix de gré à gré pour le personnel subalterne, permettaient d'adjoindre, à ce haut personnel, des agents techniques, des sous-agents et des chimistes. Pour des motifs qu'il serait superflu d'analyser longuement ici, une loi du 25 mars 1914 a militarisé le corps des poudres. Désormais, les agents de ce corps sont des soldats, et les ingénieurs sont des officiers.

La loi allait entrer en application lorsque la guerre éclata; elle avait deux avantages : le premier était de ne pas fermer l'accès des fonctions d'ingénieur dans le corps des poudres à des officiers qui, sans être sortis de l'école polytechnique, pouvaient faire bénéficier le pays de leurs connaissances techniques et industrielles. En outre, au lieu de trente-six ingénieurs, nombre reconnu très insuffisant, cette loi avait porté leur effectif à soixante-trois.

La guerre éclata; la loi n'est pas appliquée, mais en raison de l'urgence que présentait le développement de nos fabrications de poudre, d'explosifs de rupture, il était nécessaire, non seulement de pourvoir au recrutement du personnel utile dans nos usines, mais encore de construire ces usines et de les outiller. Un jour, nous pourrions exposer en détail ce que nous avons appris, à la commission de l'armée, des efforts méritoires faits au ministère de l'armement pour mettre en état notre production d'explosifs et pour mettre à sa tête un personnel compétent. M. le contrôleur général Maucière a été, à cette occasion, l'utile et brillant collaborateur du ministre.

Comment fut continué ce personnel compétent? Les ingénieurs, chimistes professionnels, directeurs d'usines ou chefs de fabrication apportèrent leurs concours; des ingénieurs des mines, des ponts et chaussées, des manufactures de l'Etat, des ingénieurs civils en grand nombre, furent ainsi appelés dans les poudreries. Ils y rendirent d'excellents services, grâce à leurs connaissances générales qui facilitèrent leur rapide adaptation. Beaucoup étaient officiers de complément et furent mis, avec leur grade, à la disposition du service des poudres. D'autres étaient sous-officiers ou hommes de troupe; ils furent mis en sursis d'appel, au même titre que les ouvriers.

Cette organisation du personnel, pour être improvisée, a été des plus heureuses et a rendu l'immense service d'assurer une énorme production nécessaire à la défense nationale.

Que demande le Gouvernement dans le projet de loi qu'il a déposé? Il veut compléter ou consolider les mesures déjà prises, en raison de la prolongation des hostilités et en prévision de l'avenir. Il est plus large que la loi elle-même de recrutement du 25 mars 1914.

L'article 1^{er} vise le cadre actif. Il est très large pour le recrutement, en demandant avant tout la compétence. Un concours de titres est institué pour l'établir. Un jury est organisé, présidé par l'inspecteur général, directeur des études et expériences techniques sur les poudres et explosifs.

La Chambre des députés a décidé d'accord, avec le Gouvernement, que pour examiner les titres des chimistes un professeur de chimie de la faculté des sciences de Paris serait adjoint au jury. J'aurais désiré que ce professeur de chimie figurât dans le jury d'une façon permanente, car les qualités chimiques doivent être exigées des ingénieurs eux-mêmes, en dehors des chimistes proprement dits: on ne conçoit pas un ingénieur des poudres étranger à la chimie. La présence constante d'un professeur de chimie dans le jury paraissait donc s'imposer. Quant à l'article 2 il a trait à l'organisation du cadre de complément, pendant la durée des hostilités.

A ce propos, nous avons quelques observations à formuler.

Le texte adopté par la Chambre des députés nous paraît critiquable. Il décide qu'il y a lieu de restreindre les nominations envisagées aux candidats justifiant au moins d'un an de service dans les poudres et classés définitivement dans le service auxiliaire, ou, dans les mêmes conditions, à ceux du service armé qui appartiennent, par leur classe d'âge, à la territoriale ou à sa réserve.

La rédaction admise par la Chambre des députés élimine donc, *ipso facto*, les techniciens intelligents et compétents des classes 1903 à 1912, sous prétexte qu'ils doivent être dans les unités combattantes. On ne conserve que ceux appartenant à la réserve ou à la territoriale, ou encore au service auxiliaire. Ce sont les aptitudes physiques, finalement, qui président à l'admission dans le cadre de complément plutôt que les qualités scientifiques et les antécédents.

Cette conception est critiquable par la raison péremptoire que des chimistes spécialisés dans la question des explosifs ne sont pas des spécialistes ordinaires comme ceux que vise plus directement l'article 3 de la loi Mourier. La chimie comporte des spécialisations extrêmement variées et complexes au point de vue technique. Tel chimiste spécialisé dans les matières colorantes ou les parfums synthétiques sera absolument incapable de rendre des services immédiats dans une poudrerie. Il lui faudra une nouvelle adaptation dans cette nouvelle spécialité chimique.

Éliminer des cadres de complément des chimistes compétents familiarisés avec la chimie des explosifs, sous prétexte qu'ils appartiennent aux classes 1903 à 1912, c'est risquer de désorganiser des services où ils se sont montrés indispensables, car les chimistes propres à rendre des services dans les poudreries ne sont pas nombreux.

Il est pour le moins étrange de se priver, dans une poudrerie, des services précieux d'un chimiste distingué et compétent, sous prétexte qu'il n'appartient pas au service auxiliaire, c'est-à-dire qu'il n'a pas quelque infirmité physique.

Malgré ces critiques, messieurs, votre commission de l'armée a décidé, vu l'urgence du projet, d'accepter le dispositif voté par la Chambre des députés. Elle s'est souvenue, en effet, qu'un décret du ministre de l'armement et des fabrications de guerre du 3 juin 1918 a institué une commission spéciale, dont les avis motivés permettront tout au moins de garder dans les usines des poudres et explosifs, comme dans toutes les usines chimiques de guerre les chimistes indispensables. Cette commission est chargée d'examiner les titres des chimistes et les services qu'ils rendent à la défense nationale; elle peut proposer de les maintenir dans leurs fonctions, s'il y a lieu.

Tout au moins pour les agents chimistes, sinon pour les ingénieurs des poudres, elle peut donc proposer de les maintenir dans le service des poudres, sinon les introduire dans le cadre de complément. Les intérêts supérieurs de la défense nationale peuvent ainsi être sauvegardés. Il est seulement regrettable que des techniciens de valeur puissent être privés des avantages que la loi confère au personnel du cadre de complément, sous prétexte qu'ils appartiennent aux classes de 1903 à 1912.

Sous le bénéfice de ces observations, je prie le Sénat, au nom de la commission de l'armée, de vouloir bien adopter le projet de loi tel que l'a voté la Chambre des députés. Et je félicite le Gouvernement de s'être efforcé, par cette loi de circonstance, de donner satisfaction à un personnel dévoué qui a travaillé silencieusement mais

très utilement à la défense nationale. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'armement.

M. Loucheur, *ministres de l'armement et des fabrications de guerre*, Je remercie M. le rapporteur et la commission d'avoir bien voulu proposer au Sénat de voter le projet tel qu'il a été adopté par la Chambre des députés.

En ce qui concerne la question des chimistes, l'honorable M. Cazeneuve sait mieux que personne l'intérêt que j'y attache; il n'est pas d'ailleurs de meilleure preuve de mon désir de donner satisfaction, dans toute la mesure du possible, à ses observations, que la nomination de la commission spécialement instituée pour apprécier les capacités des chimistes (*Très bien!*)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« Art. 1^{er}. — Pendant la durée des hostilités, le mode de recrutement des ingénieurs militaires des poudres, parmi les officiers de l'artillerie métropolitaine et coloniale, les officiers de la marine et les ingénieurs d'artillerie navale, prévu par l'article 14 de la loi du 25 mars 1914, peut être étendu aux ingénieurs militaires principaux des poudres et s'effectuer dans les conditions suivantes :

« Peuvent être nommés ingénieurs principaux, les officiers ou ingénieurs des corps susvisés, ayant le grade de chef d'escadron ou un grade correspondant. Ils prennent rang parmi les ingénieurs principaux déjà en fonctions, d'après leur ancienneté dans le grade de chef d'escadron ou dans le grade correspondant dans leur corps d'origine.

« Peuvent être nommés ingénieurs de 1^{re} classe, sans limitation au quart des nominations à faire dans ce grade, les officiers ou ingénieurs des corps susvisés. Ils prennent rang parmi les ingénieurs de 1^{re} classe en fonctions d'après leur ancienneté dans le grade de capitaine ou dans le grade correspondant dans leur corps d'origine, s'ils sont titulaires de ce grade et à la suite des ingénieurs de 1^{re} classe en fonctions s'ils sont d'un grade inférieur. Dans ce dernier cas, ils sont classés entre eux d'après leur ancienneté de grade, s'ils sont nommés à la même date.

« Pendant la durée des hostilités, peuvent également être nommés dans le cadre des ingénieurs des poudres, les officiers de toutes armes détachés dans le service des poudres, les agents techniques et les agents chimistes et le personnel, mobilisé ou non, remplissant les mêmes fonctions.

« Le nombre des ingénieurs nommés en vertu des dispositions qui précèdent ne peut dépasser le nombre total des ingénieurs à provenir des officiers de l'artillerie métropolitaine et coloniale, de la marine et des ingénieurs d'artillerie navale, des agents techniques et chimistes et des élèves ingénieurs à recruter directement par concours qu'il eût été possible de nommer par application de la loi du 25 mars 1914 (art. 14) depuis sa mise en vigueur.

« Ces nominations sont prononcées directement et sans concours sur la demande des intéressés, après avis d'une commission composée de trois inspecteurs généraux des poudres dont l'inspecteur général directeur des études et expériences techniques. Cette commission examine les titres des divers candidats et notamment leurs

références techniques, ainsi que, pour les officiers de l'armée active, leur ancienneté de grade et la durée de leurs services; il lui est adjoint un membre du corps enseignant de chimie à la faculté des sciences de Paris, quand elle délibère sur les titres des candidats chimistes.

« Pour les candidats qui ne sont pas encore pourvus d'un grade dans l'armée active, la commission déterminera le grade à accorder à chacun d'eux suivant les services déjà rendus par l'intéressé, son âge et ses références scientifiques ou professionnelles. »

Si personne ne demande la parole sur l'article 1^{er}, je le mets aux voix.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Lors de la constitution par décret des cadres de complément des personnels militaires des poudres et pendant la durée des hostilités, les ingénieurs des poudres, agents techniques, agents chimistes, agents comptables et sous-agents techniques retraités ou démissionnaires ayant repris du service, le personnel déchargé de toute obligation militaire, ainsi que les personnels mobilisés (officier et troupe) appartenant à l'armée territoriale ou à sa réserve, ou classés définitivement dans le service auxiliaire, étant ou ayant été en fonctions pendant plus d'un an, dans le service des poudres, dans des emplois analogues à ceux du personnel du cadre actif, pourront être nommés dans les cadres de complément des poudres et, à titre exceptionnel, directement à un grade quelconque de la hiérarchie. Ce grade sera défini d'après l'âge, les références scientifiques, professionnelles et surtout les fonctions déjà remplies. Toutefois, après l'attribution du grade de début, l'avancement ne se fera que dans les conditions régulières. » — (Adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
Le projet de loi est adopté.

13. — AJOURNEMENT DE LA DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter la loi du 21 juin 1898 sur le code rural (livre III, titre 1^{er}, chapitre II, sections 2 et 3 : Police sanitaire des animaux, etc.).

Mais M. le rapporteur demande l'ajournement de la discussion.

Il n'y a pas d'opposition?...
Il en est ainsi décidé.

14. — DÉCLARATION DE L'URGENCE SUR UNE PROPOSITION DE RÉOLUTION

M. le président. Avant de régler l'ordre du jour de notre prochaine séance, je rappelle au Sénat que M. Boudenoot et plusieurs de ses collègues ont déposé une proposition tendant à la nomination d'une commission de 27 membres chargée d'examiner tous les projets et propositions de loi relatifs aux questions minières.

M. Boudenoot ayant, à l'ouverture de la séance, demandé l'urgence sur sa proposition, c'est maintenant, avant le règlement de l'ordre du jour, que le Sénat doit être appelé à se prononcer sur l'urgence.
Je consulte le Sénat sur l'urgence.
(L'urgence est déclarée.)

M. le président. En conséquence, la proposition de résolution est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

SUSPENSION DE LA SÉANCE

M. le président. En raison du scrutin qui est actuellement ouvert, il y a lieu de suspendre la séance pendant quelques instants.

Il n'y a pas d'opposition?...
La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à seize heures vingt minutes, est reprise à seize heures quarante minutes.)

REPRISE DE LA SÉANCE

M. le président. La séance est reprise.

15. — RÉSULTAT DU DEUXIÈME TOUR DE SCRUTIN POUR LA NOMINATION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du deuxième tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations :

Nombre de votants.....	73
Suffrages exprimés.....	73
Majorité absolue.....	37

M. Lhopiteau a obtenu 73 voix.

M. Lhopiteau, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

16. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance :

A quinze heures, réunion dans les bureaux :

Organisation des bureaux.
Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).
Commission des pétitions (9 membres).
Commission d'intérêt local (9 membres).
Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de résolution de M. Boudenoot tendant à la création d'une commission relative aux questions minières.

A seize heures, séance publique :

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer trois centimes cinquante centièmes additionnels au principal des quatre contributions directes pour diverses dépenses annuelles, obligatoires ou facultatives d'assistance;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville de Paris à s'imposer, pendant cinq ans à partir de 1919, quarante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but la création d'une école nationale professionnelle d'industrie et de commerce à Epinal.

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de remplacer, pendant la durée de la guerre, les lois et règlements concernant actuellement le sauvetage des épaves.

2^e délibération sur la proposition de loi tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance?...

M. Boudenoot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boudenoot.

M. Boudenoot. Messieurs, je demanderai, si le Sénat le veut bien, que la commission des mines soit nommée après-demain jeudi, étant donnée l'urgence, sans qu'il soit nécessaire de tenir ce jour-là une séance publique.

M. le président. M. Boudenoot demande qu'il y ait jeudi prochain une réunion dans les bureaux non suivie de séance publique?

M. Boudenoot. Parfaitement, monsieur le président, jeudi, à trois heures.

M. Savary. Je demande que la réunion dans les bureaux ait lieu un jour de séance publique, parce que nous savons par expérience combien il est difficile à nos collègues de venir en dehors de la séance. (Adhésion.)

M. Paul Doumer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. Que la nomination de la commission ait lieu un jour de séance publique ou qu'elle ait lieu un jour où on ne réunira que les bureaux, je crois qu'il importe peu aux auteurs de la proposition. Ce qui importe, c'est que la nomination soit faite à très bref délai. Il y a intérêt aujourd'hui à ce que certains de nos collègues, ceux qui sont les plus compétents en matière de mines, puissent aller se rendre compte des mesures nécessaires à la reconstitution des installations minières : le Gouvernement est de cet avis.

Par conséquent, nous insistons pour jeudi, sauf, si vous le voulez, monsieur le président, à faire séance publique le même jour puisqu'il y a un ordre du jour.

M. Boudenoot. Je demande qu'il y ait séance publique jeudi à quatre heures.

M. le président. Dans ces conditions, le Sénat se réunira jeudi, à quinze heures dans les bureaux et à seize heures en séance publique. (Assentiment.)

Je mets aux voix cette proposition.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

M. Cazeneuve. Il serait important que le Sénat se prononçât dès maintenant sur le nombre des membres de la commission.

M. le président. L'ordre du jour des bureaux comporte seulement la nomination d'une commission qui examinera la proposition de résolution de M. Boudenoot.

M. Boudenoot. Mais, monsieur le président, la commission des mines ne pourrait-elle être nommée jeudi, même une heure avant la séance?

M. Ribot. En demandant la discussion immédiate.

M. le président. Comme l'indique M. Ribot, le Sénat pourra discuter les conclusions d'un rapport présenté au nom de la commission, mais actuellement nous ne sommes saisis que de la proposition de M. Boudenoot, qui doit faire l'objet de l'examen préalable d'une commission, ainsi que l'a décidé le Sénat en se prononçant sur l'urgence.

M. Paul Doumer. Monsieur le président, ne pourrait-on renvoyer la proposition de M. Boudenoot à la commission des finances, qui ferait immédiatement son rapport?

M. le président. Le Sénat vient de se pro-

noncer et a renvoyé la proposition aux bureaux. Si la commission qui sera nommée jeudi se constituait dès sa nomination et désignait aussitôt son rapporteur, le même jour, en séance publique, le rapport pourrait être déposé et adopté.

Si le Sénat en décidait la discussion immédiate, la nouvelle commission pourrait être nommée sans retard. (*Adhésion.*)

M. Boudenoot. Très bien, monsieur le président, mais, puisque les bureaux se réunissent à trois heures et que la commission aussitôt nommée pourra faire un rapport que le Sénat adoptera dans sa séance à quatre heures, je tiens à prévenir mes collègues qui liront le *Journal officiel* demain que, escomptant l'avis favorable de la commission et du Sénat, je demanderai la nomination de la commission des mines pour jeudi même, à l'issue de la séance publique. (*Très bien!*)

M. le président. Le Sénat peut être appelé à statuer à la prochaine séance, mais il ne le peut dès aujourd'hui. (*Assentiment.*)

Le Sénat tiendra donc, jeudi 24 octobre, à quinze heures, une réunion dans les bureaux, et à seize heures une séance publique, avec l'ordre du jour qui a été précédemment fixé.

17. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder le congé suivant :

A M. Jean Morel, un congé de quelques jours.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures cinquante-cinq minutes.)

*Le Chef adjoint du service
de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.*

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

2181. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 octobre 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les rapatriés d'Allemagne sont-ils, après une permission, affectés aux colonies au lieu d'être maintenus en France dans des services de l'intérieur, ce qui permettrait de libérer des auxiliaires R. A. T.

2182. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 octobre 1918, par M. Mazzière, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un sous-officier, classe 1890, S. X. depuis 1915, qui a demandé à rester au corps depuis 1915 pour se rendre utile à son pays a droit, en 1918, à une permission de treize jours dite de compensation, n'en ayant jamais eu depuis sa mobilisation.

2183. — Question écrite remise à la prési-

dence du Sénat, le 17 octobre 1918, par M. Leblond, sénateur, demandant à M. le ministre des finances s'il appliquera l'amende de 10 p. 100 pour déclaration tardive de bénéfices de guerre aux militaires rapatriés ou réformés dont la femme a pu continuer le commerce mais a été incapable d'établir les bénéfices réalisés pendant l'absence du mari.

2184. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 octobre 1918, par M. Magny, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un militaire, atteint pendant sa permission de détente d'une maladie ayant nécessité un séjour à l'hôpital, hors service, de plus de six semaines, sorti sans congé de convalescence, doit reprendre son ancienne place dans le tour de permission ou prendre la suite de la liste à sa date de retour au front et s'il doit lui être fait application des articles 29 à 32 du règlement général des permissions.

2185. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 octobre 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un sous-officier à solde journalière, classe 1903, ayant servi dans l'armée active au delà de la durée légale a droit à sa solde, sa haute-paye normale et à son indemnité de vivre pendant les permissions faisant mutation, et de même aux indemnités de chauffage et d'éclairage qu'il touche pendant sa présence dans son service.

2186. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1918, par M. Bussière, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un maître ouvrier A. T., père de six enfants vivants, relevé par ordre ministériel de son emploi et remis dans le rang, a le droit d'être libéré.

2187. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'accélérer le travail d'ensemble auquel il est procédé pour rapprocher de chez eux les auxiliaires inaptes définitifs, travail qui doit durer depuis de longs mois déjà.

2188. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1918, par M. le marquis de Kérourat, sénateur, demandant à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, si l'irresponsabilité postale s'étend aux fautes professionnelles et si les agents ne sont pas pécuniairement responsables lorsqu'ils gardent pendant trois jours à la poste, par négligence ou oubli, des paquets de journaux qui, du fait de ce retard, ne peuvent être vendus lorsqu'ils arrivent à destination.

2189. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les hommes de la classe 1891 ne sont pas renvoyés dans leurs régions d'origine, comme cela a été fait en 1917 pour la classe 1890.

2190. — Question écrite remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les territoriaux versés dans l'auxiliaire pour maladie contractée au front ne sont pas mis en sursis comme les territoriaux auxiliaires blessés au front.

2191. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 21 octobre 1918, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les adjudants vétérinaires des vieilles classes ne sont pas assimilés aux professionnels agricoles lorsque, surtout, ils exercent à la campagne.

2192. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 octobre 1918, par M. le comte d'Elva, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que soient mis en sursis ou libérés les R. A. T. charpentiers couvreurs de profession qui pourraient réparer les toitures des granges et fermes, souvent en très mauvais état, ce qui permettrait de conserver à l'abri les fourrages et les céréales.

2193. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 octobre 1918, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si, pour encourager la générosité publique, il n'y aurait pas lieu d'exonérer, par mesure gracieuse, de l'impôt sur le revenu global et de l'impôt sur les bénéfices de guerre, les sommes que le contribuable justifierait avoir versées, à titre de don, aux œuvres de guerre régulièrement autorisées.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2119. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement comment il se fait que, dans la ville de, on fasse payer aux boulangers la farine, non logée, 54 fr. 25 le quintal. (*Question du 17 septembre 1918.*)

Réponse. — Aux termes du décret du 22 juillet 1918 (art. 10) le prix de la farine est fixé à 50 fr. les 100 kilogr. nets et nus pris au moulin, les frais de transport restant à la charge du boulanger.

Le prix de 54 fr. 25 visé dans la question paraît donc *a priori* excessif. En vue de permettre une enquête sur le fait signalé, il serait nécessaire de connaître la ville dans laquelle cet abus a été constaté.

2120. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement si les décisions d'une commission municipale procédant, à la répartition des réquisitions entre les habitants d'une commune, sont susceptibles d'appel, et, dans l'affirmative, devant quelle juridiction. (*Question du 17 septembre 1918.*)

Réponse. — L'obligation incombe au maire, chargé de répartir entre les habitants et les contribuables, les prestations réclamées par la réquisition, de prendre l'avis de quatre membres du conseil municipal appelés dans l'ordre du tableau (art. 20 de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par la loi du 27 mars 1906). Aucun appel devant une juridiction supérieure n'est ouvert par la loi en cette matière. Mais la répartition constituant un acte administratif, un recours devant la juridiction compétente serait éventuellement possible pour excès ou détournement de pouvoirs.

2121. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement si les autorités, chargées des réquisitions, ont le droit de refuser une enquête, réclamée par un cultivateur qui affirme, sur l'honneur, ne pas s'être soustrait à la loi, et si un cultivateur a, oui ou non, le droit absolu de conserver ce qui lui est strictement indispensable pour sa nourriture, celle de son personnel et de son bétail. (*Question du 17 septembre 1918.*)

Réponse. — Les cultivateurs ont le droit absolu de conserver les quantités de céréales nécessaires pour leur consommation familiale et pour la nourriture du bétail. Ce droit leur est reconnu par le décret du 30 novembre 1917, qui contient à cet égard des dispositions plus avantageuses que le décret du 2 août 1879 et qui doit être appliqué dans tous les cas. Les quantités de céréales réservées pour la consommation familiale sont fixées à 15 kilogr. par tête et par mois; celle destinée à la nourriture de la ferme sont fixées par arrêté préfectoral soumis à l'approbation du ministre. Il semble par suite que, puisque les quantités exemptées de réquisitions se trouvent déterminées à l'avance, l'application des mesures prescrites par le décret n'est pas susceptible de présenter des difficultés sérieuses. Il appa-

tient cependant aux représentants de l'administration, en cas de contestation, de procéder sans retard à toutes vérifications utiles en vue de s'assurer de la légitimité de la réclamation du prestataire, il a d'ailleurs été recommandé tout particulièrement, par circulaire du 12 août 1918, aux services chargés des réquisitions de se conformer scrupuleusement aux dispositions du décret du 3 novembre 1917 relatives à la réserve des agriculteurs.

2127. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de préciser, à propos de la circulaire sur les chevrons la formule : « la convalescence et l'incapacité ne doivent pas être décomptées ». (*Question du 17 septembre 1918.*)

Réponse. — La période d'incapacité à servir aux armées et le temps passé en convalescence ne doivent pas entrer en ligne de compte pour l'attribution des chevrons de présence.

2129. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi le rappel d'indemnité de combat pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1918 n'était pas encore payé, dans certains corps, à la date du 15 août. (*Question du 17 septembre 1918.*)

Réponse. — Le rappel des indemnités de combat a été différé jusqu'au départ en permission des intéressés. Pour les militaires qui ont désiré adresser à leur famille le montant dudit rappel, des mandats ont été pris et expédiés en leur nom, par les soins des corps.

2132. — M. Simonet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il n'estime pas qu'il serait juste de nommer de droit, d'office et sur place aides-major de 2^e classe les pharmaciens auxiliaires diplômés, de façon à leur donner une situation équivalente à celle des médecins auxiliaires et des dentistes diplômés. (*Question du 19 septembre 1918.*)

Réponse. — Les nominations dont s'agit ne peuvent être faites que suivant les nécessités du service. Il a été procédé récemment à de nombreuses nominations.

2133. — M. Herriot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un étudiant en médecine à huit inscriptions validées, ancien régime (faculté de Lyon), infirmier du service auxiliaire, peut être nommé médecin auxiliaire, et si ce militaire, classé inapte définitif pour affection non contractée au front peut, sur demande au ministre, être affecté à une autre région et à sa ville de faculté pour terminer ses études. (*Question du 19 septembre 1918.*)

Réponse. — Réponse négative sur les deux points. Les étudiants en médecine du service auxiliaire ne peuvent être nommés à l'emploi de médecin auxiliaire que s'ils possèdent au moins douze inscriptions de doctorat validées. Ils ne peuvent être affectés à des villes de facultés que s'ils ont été versés dans le service auxiliaire pour blessure ou maladie contractée au front.

2142. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture : 1^o le nombre de machines à battre à vapeur, à grand travail, appartenant à des mobilisés, existant au 1^{er} août dernier dans les Côtes-du-Nord ; 2^o le nombre de mobilisés propriétaires de ces machines qui ont réellement bénéficié de sursis de battage de trois mois, du 1^{er} août au 31 octobre ; 3^o pourquoi le contrôle général des battages n'a pas pris des mesures exceptionnelles (permissions d'un mois par exemple), pour faire cesser le spectacle démoralisant de machines à grand travail restant inactives, faute de sursitaires. (*Question du 28 septembre 1918.*)

Réponse. — 1^o Le nombre des machines à battre à vapeur à grand travail, appartenant à des mobilisés, existant au 1^{er} août dernier dans les Côtes-du-Nord, était de 57 ; 2^o le nombre des mobilisés propriétaires de ces matériels qui ont réellement bénéficié d'un sursis de battage de trois mois, est de 34 ; 3^o le contrôle

général des battages a pris des mesures exceptionnelles, pour assurer la marche du plus grand nombre possible de ces matériels à grand rendement, dans la limite des pouvoirs dont il dispose et qui lui ont été concédés par la circulaire interministérielle du 21 juillet 1917 (*Journal officiel* du 25 juillet), l'instruction interministérielle du 26 septembre 1917 (*Journal officiel* du 28 septembre) et son additif du 8 octobre 1917 (*Journal officiel* du 10 octobre), confirmés par l'arrêté interministériel du 3 août 1918 (*Journal officiel* du 5). Il a accordé à cet effet des permissions de trente jours, renouvelables en cas de nécessité, à 67 spécialistes de battages, mobilisés à l'intérieur, qui ne remplissaient pas les conditions réglementaires pour être placés en sursis. Sur un total de 165 matériels à grand travail, existant dans le département à la date du 1^{er} août dernier, 14 seulement n'ont pas fonctionné. La situation des battages dans les Côtes-du-Nord est excellente. Bien que la récolte soit supérieure de 450,000 quintaux à celle de l'année dernière, les travaux seront terminés en 1918 à la même époque qu'en 1917.

2143. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture : 1^o quel contingent de sursis de battage de trois mois (1^{er} août-31 octobre) avait été préventivement attribué aux Côtes-du-Nord pour 1918 ; 2^o quel était, au 1^{er} août, le nombre réel des sursis accordés ; 3^o s'il est exact que des sursis accordés plus de quinze jours après le 1^{er} août étaient tout de même datés du 1^{er} août, ce qui privait le département de nombreuses journées de travail, et quelle est l'administration responsable de ces retards déplorables. (*Question du 23 septembre 1918.*)

Réponse. — 1^o Le contingent des sursis de trois mois est attribué pour 1918 aux spécialistes du battage des céréales des Côtes-du-Nord par la circulaire interministérielle n° 25521 S/11 du 9 juin, était de 560. Mais partie de ces sursis pouvaient, suivant les conditions culturelles du département et les nécessités de la défense nationale, être demandés postérieurement au 1^{er} août. 2^o A la suite des propositions faites par la commission départementale de la main-d'œuvre agricole, 162 sursis avaient, à la date du 1^{er} août, été accordés par les autorités militaires ; 307 autres ont été accordés, dans les conditions, dans le courant dudit mois d'août ; 140 des propositions de sursis formulées par la commission départementale de la main-d'œuvre agricole avaient été rejetées par les autorités militaires en raison des besoins des armées ou des services de l'armement et de l'automobile. Le complément des spécialistes indispensables a été fourni en septembre, à l'aide de 56 sursis accordés à des militaires réunissant les conditions réglementaires, et de 67 permissions spéciales à des spécialistes de battages mobilisés à l'intérieur (voir réponse à la question n° 2142) ; 3^o Un seul sursitaire est arrivé à pied d'œuvre après le 15 août, étant muni d'un titre portant la date du 1^{er}. L'intéressé, mis en sursis comme engreneur, s'est présenté le 16 août au bureau du contrôle départemental. Le préjudice causé à la campagne des battages par ce retard, est absolument insignifiant, si l'on considère que les opérations n'ont généralement commencé, dans les Côtes-du-Nord, qu'après le 15 août. Ces opérations, rapidement conduites, sont très avancées. Plus des quatre cinquièmes de la récolte totale des céréales du département étaient battus au 30 septembre.

2144. — M. le comte de Kéranflec'h, sénateur demande à M. le ministre des finances si un notaire qui reçoit un acte de quittance pour cause de paiement civil, doit apposer sur la minute de l'acte les timbres créés par la loi sur la taxe des paiements civils, et, dans l'affirmative, comment et par qui ces timbres doivent être oblitérés. (*Question du 30 septembre 1918.*)

Réponse. — Les quittances notariées constatant des paiements civils sont soumises, en vertu des dispositions générales de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII, au droit de timbre de dimension. Comme un écrit quelconque ne doit, en principe, donner ouverture qu'à un simple droit de timbre, la perception du droit de timbre de dimension sur les actes de l'espèce exclut celle de la taxe de 20 cen-

times par 100 fr., créée par l'article 19 de la loi du 31 décembre 1917, attendu que cette taxe constitue elle aussi un droit de timbre (rapp. *Journal officiel* du 31 décembre 1917, rapport de M. Millières-Lacroix, rapporteur de la commission des finances au Sénat, débats parlementaires, p. 1229, col. 3). La nouvelle taxe n'atteint donc pas les quittances notariées constatant des paiements civils (rapport-réponse à M. Lofas, député, *Journal officiel* du 9 juin 1918, p. 4985).

2145. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, expose à M. le ministre de la marine qu'il ressort de la réponse à la question 2070 que les vacances de commis de 4^e classe n'ont pas été comblées, en mai dernier, faute de candidats mutilés ou réformés, et lui demande pourquoi, dans la circonstance, toutes les vacances n'ont pas été comblées, à défaut de mutilés, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 27 décembre 1916 et au rapport au ministre du 9 mars 1917, par les quartiers-maîtres classés pour cet emploi et par les écrivains inscrits sur la liste d'admissibilité. (*Question du 3 octobre 1918.*)

Réponse. — L'avis du conseil d'Etat, cité dans la demande, autorise uniquement le département à accorder au personnel de la marine (quartiers-maîtres et écrivains administratifs) les places de commis de 4^e classe, revenant normalement aux mutilés et réformés de guerre, dans la limite du nombre des vacances signalé chaque trimestre à la commission des emplois réservés et qui n'a pas donné lieu à la présentation d'un nombre de candidats correspondant.

Cet avis n'ouvre d'ailleurs aucun droit aux quartiers-maîtres et écrivains et le ministre reste libre d'user ou de ne pas user de la faculté qui lui est accordée en tenant compte de tous les intérêts en cause.

La réponse à la question n° 2070 indique pourquoi la totalité des vacances existant dans la branche des directions de travaux n'a pu être réglementairement comblée en mai dernier. Depuis cette époque toutes les vacances de cette branche ont été comblées, les quelques vacances nouvelles ouvertes depuis août dernier seront comblées en novembre prochain, lors de l'apparition de la neuvième liste de classement.

2160. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre de la justice : 1^o pourquoi il n'y a dans le canton de Lannilis (Finistère) ni juge de paix, ni suppléant depuis plusieurs mois, ce qui empêche de rendre la justice ; 2^o quand il compte mettre fin à cet état de choses. (*Question du 7 octobre 1918.*)

Réponse. — Afin d'assurer le service judiciaire dans le canton de Lannilis, cette justice de paix a été par décret du 7 octobre 1918, placée sous la juridiction du juge de paix de Plou-dalmézeau.

2161. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics les motifs pour lesquels les trains de Paris à Brest et de Brest à Paris arrivent tous les jours avec des retards de plusieurs heures et quelles mesures il compte prendre pour faire cesser ces retards. (*Question du 7 octobre 1918.*)

Réponse. — D'une manière générale les irrégularités de marche des trains de la ligne de Paris à Brest sont la conséquence du service extrêmement chargé auquel ils ont à faire face depuis quelque temps et qui oblige, parfois, à leur donner une très forte composition, afin d'éviter leur dédoublement et l'emploi des machines supplémentaires.

D'autre part, ces temps derniers, des complications inusitées se sont produites en raison de l'importance exceptionnelle des mouvements de voyageurs et de colis bagages occasionnés par les retours de la mer et de la campagne coïncidant avec le retour des évacués (isolés, colonies d'enfants, pensionnats et institutions diverses, etc.).

En outre, des incidents de traction dus principalement à la lourdeur des trains (détresses, avarie de véhicules, blocages, mauvaise qualité du charbon, etc.) ont contribué à aggraver la situation.

Enfin, la marche de ces divers trains est encore rendue plus difficile du fait des difficultés multiples d'exploitation et de circulation occasionnées par les circonstances actuelles — notamment entre Rennes et Paris et aux abords de certaines grandes gares comme Rennes, le Mans, Chartres et Versailles — par suite de la mise en circulation de nombreux trains militaires (troupes, matériel, ravitaillement, munitions, blessés, etc.) auxquels la priorité doit être donnée.

Quoi qu'il en soit, le réseau de l'Etat ne cesse de faire surveiller de très près le service des trains dont il s'agit et il met tout en œuvre afin de leur assurer la plus grande régularité de marche possible.

2162. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée le 7 octobre 1918, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

2176. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi dans certain département la somme de 2 fr. 50 par mois est réclamée à tous les mobilisables renvoyés à la terre sous prétexte d'alimenter une caisse départementale et quelle est la légalité de cette caisse inexistante ailleurs. (Question du 15 octobre 1918).

Réponse. — L'honorable sénateur est prié de vouloir bien se reporter aux débats de la Chambre des députés du 11 octobre 1918. (Question de M. Pierre-Etienne Flandin, Journal officiel du 12 octobre, p. 2665).

Bureaux du mardi 22 octobre.

1^{er} bureau.

MM. Bepmale, Haute-Garonne. — Bersez Nord. — Boucher (Henry), Vosges. — Chapuis, Meurthe-et-Moselle. — Combes, Charente-Inférieure. — Cuvinot, Oise. — Darbot, Haute-Marne. — Delhon, Hérault. — Estournelles de Constant (d'), Sarthe. — Félix Martin, Saône-et-Loire. — Fenoux, Finistère. — Freycinet (de), Seine. — Gabrielli, Corse. — Gaudin de Villaine, Manche. — Genet, Charente-Inférieure. — Gentilliez, Aisne. — Grosdidier, Meuse. — Guilloteaux, Morbihan. — Mollard, Jura. — Monsservin, Aveyron. — Mougeot, Haute-Marne. — Ranson, Seine. — Réveillaud (Eugène), Charente-Inférieure. — Riou, Morbihan. — Rousé, Somme. — Sarraut (Maurice), Aude. — Sauvan, Alpes-Maritimes.

2^e bureau.

MM. Albert Peyronnet, Allier. — Amic, Alpes-Maritimes. — Brager de la Ville-Moysan, Ile-et-Vilaine. — Bussière, Corrèze. — Butterlin, Doubs. — Courcel (baron de), Seine-et-Oise. — Dellestable, Corrèze. — Fabien-Cesbron, Maine-et-Loire. — Flandin (Etienne), Inde française. — Genoux, Haute-Saône. — Kérouartz (de), Côtes-du-Nord. — Las Cases (Emmanuel de), Lozère. — Leglos, Indre. — Le Roux, Vendée. — Leygue (Raymond), Haute-Garonne. — Milliard, Eure. — Mir, Aude. — Monis (Ernest), Gironde. — Monnier, Eure. — Pérès, Ariège. — Philippot, Côte-d'Or. — Poirson, Seine-et-Oise. — Reymoneng, Var. — Ribot, Pas-de-Calais. — Savary, Tarn. — Thounens, Gironde. — Viseur, Pas-de-Calais.

3^e bureau.

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin, Vosges. — Bourgeois (Léon), Marne. — Cannac, Aveyron. — Cazeneuve, Rhône. — Chautemps (Emile), Haute-Savoie. — Cle-

menceau, Var. — Colin (Maurice), Alger. — Develle (Jules), Meuse. — Dupont, Oise. — Fagot, Ardennes. — Fortin, Finistère. — Henry Bérenger, Guadeloupe. — Jaille (amiral de la), Loire-Inférieure. — Latappy, Landes. — Lebert, Sarthe. — Leblond, Seine-Inférieure. — Le Hérisse, Ile-et-Vilaine. — Loubet (J.), Lot. — Maillard, Loire-Inférieure. — Murat, Ardèche. — Rivet, Isère. — Sabaterie, Puy-de-Dôme. — Servant, Vienne. — Thiéry (Laurent), Belfort. — Tréveneuc (comte de), Côtes-du-Nord. — Vinet, Eure-et-Loir.

4^e bureau.

MM. Audren de Kerdrel (général), Morbihan. — Bérard (Alexandre), Ain. — Charles Dupuy, Haute-Loire. — Defumade, Creuse. — Doumergue (Gaston), Gard. — Faisans, Basses-Pyrénées. — Fleury (Paul), Orne. — Hayez, Nord. — Keranflech (de), Côtes-du-Nord. — La Batut (de), Dordogne. — Lhopiteau, Eure-et-Loir. — Lintilhac (Eugène), Cantal. — Lucien Cornet, Yonne. — Martell, Charente. — Maureau, Vaucluse. — Méline, Vosges. — Morel Jean, Loire. — Perreau, Charente-Inférieure. — Potié (Auguste), Nord. — Régismanset, Seine-et-Marne. — Ribière, Yonne. — Rouby, Corrèze. — Rouland, Seine-Inférieure. — Saint-Germain, Oran. — Saint-Quentin (comte de), Calvados. — Selves (de), Tarn-et-Garonne.

5^e bureau.

MM. Bonnelat, Cher. — Catalogne, Basses-Pyrénées. — Charles Chabert, Drôme. — Chastenot (Guillaume), Gironde. — Chaumié, Lot-et-Garonne. — Deloncle (Charles), Seine. — Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées. — Gauthier, Aude. — Gravin, Savoie. — Guérin (Eugène), Vaucluse. — Hervey, Eure. — Jonnart, Pas-de-Calais. — Larere, Côtes-du-Nord. — Magny, Seine. — Martin (Louis), Var. — Mercier (Jules), Haute-Savoie. — Mulac, Charente. — Noël, Oise. — Ordinaire (Maurice), Doubs. — Penanros (de), Finistère. — Ratier (Antony), Indre. — Raymond, Haute-Vienne. — Reynald, Ariège. — Simonet, Creuse. — Touron, Aisne. — Vilar (Edouard), Pyrénées-Orientales.

6^e bureau.

MM. Beauvisage, Rhône. — Bienvenu Martin, Yonne. — Blanc, Hautes-Alpes. — Elva (comte d'), Mayenne. — Farny, Seine-et-Marne. — Gauvin, Loir-et-Cher. — Gomot, Puy-de-Dôme. — Goy, Haute-Savoie. — Herriot, Rhône. — Hubert (Lucien), Ardennes. — Janneney, Haute-Saône. — Lamazelle (de), Morbihan. — Lourties, Landes. — Mascraud, Seine. — Maurice-Faure, Drôme. — Merlet, Maine-et-Loire. — Millières-Lacroix, Landes. — Nègre, Hérault. — Paul Strauss, Seine. — Riboisière (comte de la), Ile-et-Vilaine. — Steeg, Seine. — Surreaux, Vienne. — Trystram, Nord. — Vallé, Marne. — Villiers, Finistère. — Visaguet, Haute-Loire.

7^e bureau.

MM. Agaillon, Deux-Sèvres. — Aubry, Constantine. — Boivin-Champeaux, Calvados. — Bollet, Ain. — Bony-Cisternes, Puy-de-Dôme. — Castillard, Aube. — Chauveau, Côte-d'Or. — Cordelet, Sarthe. — Couyba, Haute-Saône. — Crémieux (Fernand), Gard. — Delahaye (Dominique), Maine-et-Loire. — Dron (Gustave), Nord. — Dubost (Antonin), Isère. — Empereur, Savoie. —

Gavini, Corse. — Goirand, Deux-Sèvres. — Lemarié, Ile-et-Vilaine. — Leygue (Honoré), Haute-Garonne. — Menier (Gaston), Seine-et-Marne. — Pams (Jules), Pyrénées-Orientales. — Peschaud, Cantal. — Poulle, Vienne. — Rey (Emile), Lot. — Saint-Romme, Isère. — Vermorel, Rhône. — Vigor, Loiret.

8^e bureau.

MM. Barbier, Seine. — Bodinier, Maine-et-Loire. — Brindeau, Seine-Inférieure. — Cauvin (Ernest), Somme. — Codet (Jean), Haute-Vienne. — Debierre Nord. — Dehove, Nord. — Destieux-Junca, Gers. — Ermant, Aisne. — Flaissières, Bouches-du-Rhône. — Forsans, Basses-Pyrénées. — Gouzy, Tarn. — Jouffray, Isère. — Limon, Côtes-du-Nord. — Martinet, Cher. — Mercier (général), Loire-Inférieure. — Milan, Savoie. — Ournac, Hautes-Garonne. — Pédebidou, Hautes-Pyrénées. — Petitjean, Nièvre. — Peytral, Bouches-du-Rhône. — Réal, Loire. — Richard, Saône-et-Loire. — Riotteau, Manche. — Sancet, Gers. — Vidal de Saint-Urbain, Aveyron.

9^e bureau.

MM. Belhomme, Lot-et-Garonne. — Boudenoot, Pas-de-Calais. — Bourganet, Loire. — Capéran, Tarn-et-Garonne. — Chéron (Henry), Calvados. — Courégelongue, Gironde. — Daniel, Mayenne. — Daudé, Lozère. — Doumer (Paul), Corse. — Galup, Lot-et-Garonne. — Gérard (Albert), Ardennes. — Grosjean, Doubs. — Guillier, Dordogne. — Guingand, Loiret. — Henri-Michel, Basses-Alpes. — Huguet, Pas-de-Calais. — Humbert (Charles), Meuse. — Jénouvrier, Ile-et-Vilaine. — Limouzain-Laplanche, Charente. — Mazière, Creuse. — Monfeuillart, Marne. — Perchot, Basses-Alpes. — Pichon (Stephen), Jura. — Quesnel, Seine-Inférieure. — Renaudat (Aube). — Vieu, Tarn.

Ordre du jour du jeudi 24 octobre

A quinze heures. — Réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux.

Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).

Commission des pétitions (9 membres).

Commission d'intérêt local (9 membres).

Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de résolution de M. Boudenoot, tendant à la création d'une commission relative aux questions minières. (N^o 401, année 1918.)

A seize heures. — Séance publique.

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer trois centimes cinquante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour diverses dépenses annuelles, obligatoires ou facultatives d'assistances. (N^o 31, fasc. 12 et 33, fasc. 14, année 1918, M. Magny, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville de Paris à s'imposer, pendant cinq ans, à partir de 1919 quarante centimes

additionnels au principal des quatre contributions directes. (N^{os} 32, fasc. 13, et 34, fasc. 15, année 1918. — M. Magny, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but la création d'une école nationale professionnelle d'industrie et de commerce à Epinal. (N^{os} 360 et 386, année 1918. — M. J. Méline,

rapporteur, et n^o 388, année 1918, avis de la commission des finances. — M. Lourties, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de remplacer, pendant la durée de la guerre, les lois et règlements concernant actuellement le sauvetage des épaves (N^{os} 315

et 385, année 1918. M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

2^e délibération sur la proposition de loi tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité. (N^{os} 311 et 329, année 1910; 354, 402, année 1912; 440, année 1913; 31, année 1917 et 3, année 1918. — M. Cazeneuve, rapporteur.)